

**ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES
INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT**

- ALIDé -

**RAPPORT GENERAL DES AUDITEURS EXTERNES
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS
AU 31 DECEMBRE 2009**

VERSION DEFINITIVE

MARS 2010

Cabinet STATECO - Bureau D'Etudes

<p>STATECO <i>Cabinet d'Audit - d'Expertise comptable et de Conseils</i></p>		<p>08 B.P.319 Tél. (229) 21 33 54 65 Fax : (229) 21 33 08 21 INSAE : 2978 322 565 342 E - mail : stateco2003@yahoo.fr Cotonou (BENIN)</p>
---	---	---

SOMMAIRE

	Pages
OPINION	3
ETATS FINANCIERS	4
Situation patrimoniale Actif	5
Situation patrimoniale Passif	6
Etat de formation du résultat	7
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	8
Présentation de ALIDé	9
Résumé des principales conventions comptables	10
Analyse des postes de la situation patrimoniale	12
Analyse des comptes de l'état de formation du résultat	24

Cabinet STATECO - Bureau D'Etudes

<p>STATECO Cabinet d'Audit - d'Expertise comptable et de Conseils</p>		<p>08 B.P.319 Tél. (229) 21 33 54 65 Fax : (229) 21 33 08 21 INSAE : 2978 322 565 342 E - mail : stateco2003@yahoo.fr Cotonou (BENIN)</p>
--	---	---

MESSIEURS LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT (ALIDé)

RAPPORT GENERAL DES AUDITEURS EXTERNES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2009

Messieurs,

Conformément à la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à l'audit des états financiers au 31 décembre 2009 de ALIDé, présentés aux pages 5, 6 et 7 du présent rapport, lesquels ont été préparés suivant les principes comptables énoncés aux pages 10 et 11.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur ces états financiers à la lumière des résultats de nos vérifications .

I. ETENDUE DE LA MISSION D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes de révision internationales; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Conformément aux termes de référence, et en accord avec les normes internationales d'audit, nos travaux ont notamment porté sur les points suivants :

- l'examen de l'organisation de l'association ALIDé ;
- le contrôle de l'application des recommandations issues des audits antérieurs ;
- la vérification de la mise en œuvre cohérente du système de gestion des crédits ;
- l'évaluation du système comptable et la procédure financière mise en place ;
- la vérification de la définition d'une politique appropriée d'abandon de créances irrécouvrables ;

- la vérification des provisions pour créances douteuses ;
- l'examen du contrôle interne ;
- le contrôle des états financiers au 31/12/2009.

Nous estimons que nos diligences étayant de façon raisonnable notre opinion exprimée ci-après .

II. RESERVES

Conformément aux dispositions de l'article 50 du CGI, la base imposable de l'IPTS inclut entre autres, les avantages professionnels en argent ou en nature et indemnités de toute sorte y compris les indemnités de transport. Nous avons noté qu'il est alloué aux agents en service à ALIDé, du mois de janvier jusqu'au mois d'octobre 2009, des tickets - valeurs en lieu et place des indemnités de transport. La base imposable de l'IPTS déclaré par ALIDé est minorée de ces avantages professionnels.

III. OPINION

Sous réserve du point exposé ci-dessus, nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2009 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement (ALIDé) à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous portons à votre connaissance que la pérennité de l'association ALIDé pourrait être compromise si des actions ne sont pas engagées pour :

- Revoir le système d'évaluation et les contours juridiques des garanties offertes par les promoteurs, bénéficiaires de crédits ;
- Faire le suivi extra comptable des intérêts liés aux crédits en souffrance conformément à l'article n°4 de l'instruction n°4 et l'article n°3 de l'instruction n°5 de la loi PARMEC ;
- Améliorer la qualité du portefeuille par la réduction du taux de créances en souffrance et du taux de perte sur créance.

Cotonou, le 10 mars 2010



Ramanou BADAROU

Expert Comptable Diplômé

ETATS FINANCIERS

SITUATION PATRIMONIALE – ACTIF

	NOTES	EXERCICE 2009			EXERCICE 2008
		BRUT	AMORT/ PROV	NET	
Opérations avec les inst. fin. & ass.	3.1.1	283 771 195		283 771 195	159 338 609
- Caisses		7 578 486		7 578 486	1 696 727
- Banques		272 692 709		272 692 709	154 141 882
- Dépôts et garanties constitués		3 500 000		3 500 000	3 500 000
Opérations avec les memb.ou bénéf.	3.1.2	965 889 025	34 258 489	931 630 536	714 404 792
- Crédits sains		895 793 891		895 793 891	683 006 897
- Créances rattachées		10 036 481		10 036 481	10 261 748
- Créances en souffrance		60 058 653	34 258 489	25 800 164	21 136 147
Opérations diverses	3.1.3	18 646 842		18 646 842	12 453 676
- Débiteurs divers		5 370 672		5 370 672	1 681 883
- Comptes de régularisation		13 276 170		13 276 170	10 771 793
Immobilisations	3.1.4	241 915 771	51 748 371	190 167 400	79 220 996
- Dépôt et cautionnements		2 695 600		2 695 600	1 960 600
- Immobilisations incorporelles		16 208 753	15 193 922	1 014 831	629 001
- Immobilisations corporelles		223 011 418	36 554 449	186 456 969	74 223 535
- Immobilisations en cours		0		0	2 407 860
TOTAL ACTIF		1 510 222 833	86 006 860	1 424 215 973	965 418 073

SITUATION PATRIMONIALE – PASSIF

	NOTES	EXERCICE 2009	EXERCICE 2008
Opérations avec les inst. financières et ass.	3.2.1	511 338 242	200 931 596
- Emprunts		407 848 125	138 717 577
- Ressources affectées		103 490 117	62 214 019
Opérations avec les membres ou bénéficiaires	3.2.2	481 578 530	354 530 789
- Dépôt à vue		481 317 283	267 152 523
- Autres dépôts		261 247	87 378 266
Opérations diverses	3.2.3	22 743 284	25 684 182
- Crédoiteurs divers		15 017 795	18 151 546
- Comptes de régularisation		7 725 489	7 532 636
Provisions, fonds propres et assimilés	3.2.4	408 555 917	384 271 506
- Provisions du passif		11 009 242	6 177 238
- Subventions d'investissement		70 342 152	73 218 943
- Report à nouveau		0	19 304 930
- Réserves facultatives		112 497 906	0
- Réserve générale		25 718 852	9 273 033
- Fonds de dotation		171 238 817	166 658 567
- Excédent		17 748 948	109 638 795
TOTAL PASSIF		1 424 215 973	965 418 073

ETAT DE FORMATION DU RESULTAT AU 31/12/2009

	NOTES	31/12/2009	31/12/2008
PRODUITS			
Intérêts		217 122 015	176 839 569
Commissions		29 071 660	28 922 240
Produits divers		9 260 874	1 818 430
Subvention d'exploitation		93 156 278	109 582 185
Reprise sur provisions et amortissements		25 877 136	5 771 514
Produits exceptionnels		23 579 561	19 817 381
TOTAL PRODUITS		398 067 524	342 751 319
CHARGES			
Intérêts		26 099 312	6 171 154
Commissions		0	2 468 000
Achats et services extérieurs		56 992 753	36 296 502
Autres services extérieurs		64 757 534	50 177 933
Impôts et taxes		4 386 891	142 670
Charges du personnel		89 628 946	77 950 977
Autres charges		70 643 489	20 674 617
Dotations aux amortissements et provisions		64 232 773	39 230 171
Charges exceptionnelles		3 576 878	500
TOTAL DES CHARGES		380 318 576	233 112 524
EXCEDENT		17 748 948	109 638 795

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ALIDé

L'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement (ALIDé) est une institution de microfinance qui est née le 14 janvier 2006 suite à la transformation institutionnelle du Programme Crédit Epargne de l'ONG française Initiative Développement (ID).

1-1 Objectif de ALIDé

L'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement a pour objectif d'offrir un accès durable aux crédits productifs, à l'épargne et aux formations d'accompagnement aux familles les plus défavorisées des zones périurbaines et rurales exclues des systèmes de crédit et d'épargne formels.

1-2 Activités de ALIDé

ALIDé exécute trois (03) catégories d'activités. Ce sont :

- les activités de crédit-Epargne : crédit individuel et crédit groupe;
- les activités de formation : en gestion de crédit, en entrepreneuriat, en santé familiale;
- l'accompagnement social : écoute-conseils, accompagnement familial, référencement social.

1-3 Fonctionnement de l'Association ALIDé

L'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement (ALIDé) dispose d'un siège (la Direction) sis à Vèdoko Cotonou et de sept (08) agences dont trois agences à Cotonou, une agence à Cocolomey, une agence à Lokokoukoumè, une agence à Porto-Novo, une agence à Allada. et une agence à Abomey-calavi.

2- RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

2.1- Généralités

Les états financiers présentés ont été préparés conformément aux principes comptables définis par la loi PARMEC.

2.2- Subventions

Les financements reçus des bailleurs de fonds sont comptabilisés comme suit :

- *Subventions d'investissement*

Au passif du bilan, sont comptabilisées en subvention, les subventions utilisées pour le financement d'immobilisations incorporelles d'une part et d'immobilisations corporelles d'autre part.

- *Fonds de dotation*

Au passif du bilan, les subventions utilisées pour l'octroi de crédit aux promoteurs sont comptabilisées en fonds de dotation.

- *Subventions d'exploitation*

Les frais de fonctionnement financés par les bailleurs de fonds ont pour contrepartie en compte de résultat les subventions d'exploitation.

2.3- Les opérations avec les membres –Actif

Elles comprennent les crédits consentis et les créances rattachées. Les crédits consentis sont distingués selon qu'ils sont sains ou en souffrance.

Les crédits en souffrance font l'objet de provisions constituées en fin d'exercice par l'application des taux suivants sur le solde restant dû en fonction de l'antériorité de la créance :

- de plus de 3 mois à 6 mois au plus 40%
- de plus de 6 mois à 12 mois au plus 80%

2.4- Immobilisations

Les acquisitions de l'exercice sont comptabilisées à leur coût d'achat comprenant le prix d'achat et les frais accessoires encourus jusqu'à la mise en état de fonctionnement.

Les dotations constatant la dépréciation sont calculées selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée des immobilisations appréciée à la date d'acquisition .

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Logiciel	50%
- Bâtiment	05%
- Agencements de bureau	10%
- Matériel et mobilier de bureau	10%
- Matériel informatique	25%
- Matériel de transport	20%

3- ANALYSE DES POSTES DE LA SITUATION PATRIMONIALE

3.1- Actif

3.1.1 Opérations avec les institutions financières et assimilées **283 771 195**

Cette rubrique regroupe les encaisses et les avoirs à vue de ALIDé auprès des banques .

Le solde des opérations réalisées s'élève à un montant global de FCFA 283 771 195 au 31/12/2009 et se détaille comme suit:

Caisse	7 578 486
Banque	272 692 709
Dépôts et garanties	3 500 000
	283 771 195

3.1.1.1- Caisse

7 578 486

Ce montant représente les avoirs détenus dans les caisses au 31/12/2009 suivant le détail ci-après:

Bureau central	59 461
Agence A (Caisse crédit et collecte)	132 725
Agence B (Caisse crédit)	823 800
Agence C (Caisse crédit)	2 136 400
Agence D (Caisse crédit)	1 357 520
Agence E (Caisse crédit)	1 994 330
Agence F (Caisse crédit)	123 500
Agence G (Caisse crédit)	921 850
Agence H	28 900
	7 578 486

Les diligences mises en œuvre n'ont révélé aucune anomalie significative.

3.1.1.2- Banques

272 692 709

Le solde au 31/12/2009 comprend :

Banque, compte fonctionnement	56 782 308
Banque, ALIDé FNM	31 497 450
Banque, opérations avec bénéficiaires	28 087 387
ID/PCE opérations clients	1 526 357
ALIDé/ CLCAM ALLADA opérations	12 942 918
Association ALIDé, IMF/ opérations clients	29 859 249
Banque, ALIDé/ PSAD	86 407 321
Banque, Ass. ALIDé IMF Projet	129 923
CCP ALIDé	47 800
Banque Association ALIDé	4 052 428
Banque, Ass. ALIDé IMF HCR	4 596 218
Banque Association ALIDé Agence G	16 753 350
CLCAM POBE	10 000
	272 692 709

Les états de rapprochement bancaires ont été présentés ; les contrôles effectués sont globalement satisfaisants.

3.1.1.3- Dépôts et garanties constitués

3 500 000

Il s'agit de dépôts de garantie constitués par ALIDé en 2006 et en 2007 auprès de la BRS Bénin pour obtenir un crédit de 35 000 000 F CFA (qui a été soldé en 2008). Le dépôt est laissé au niveau de la BRS Bénin dans la perspective de servir à l'obtention d'un nouveau crédit auprès de cette banque. Aucun mouvement n'a été constaté sur le compte en 2009.

3.1.2 Opérations avec les membres ou bénéficiaires

931 630 536

Il s'agit des encours de crédits et les créances rattachées à ces encours.

Le solde des opérations réalisées s'élève à un montant net global de FCFA 931 630 536 au 31/12/2009 et se détaille comme suit:

Crédits sains	895 793 891
Créances rattachées	10 036 481
Crédits en souffrance	25 800 164
	931 630 536

3.1.2.1 Crédits sains et créances rattachées

La répartition des encours de crédits sains et des créances rattachées par agence se présente comme suit :

Agences	Court terme	Moyen terme	Créances rattachées	Total	%
Dédokpo	157 211 145	62 937 302	1 851 317	221 999 764	24,51
Agbodjedo	108 133 689	20 697 400	1 603 947	130 435 036	14,40
Lokokoukoumè	128 672 390	3 333 320	823 476	132 829 186	14,66
Ste Rita	82 505 748	2 484 500	1 321 439	86 311 687	9,53
Allada	74 679 917	6 832 400	845 681	82 357 998	9,09
Porto-Novo	92 214 450	9 331 967	1 972 703	103 519 120	11,43
Cocotomey	112 442 220	4 231 400	1 269 685	117 943 305	13,02
Abomey-Calavi	27 336 243	2 749 800	348 233	30 434 276	3,36
Total	783 195 802	112 598 089	10 036 481	905 830 372	100,00

Les créances rattachées représentent les intérêts dus par les promoteurs, bénéficiaires de crédit, sur leurs engagements sains, mais non échus au 31/12/2009.

3.1.2.2 - Crédits en souffrance nets des provisions

Ils représentent le montant des crédits en souffrance pour leurs montants nets de provisions, de 3 à 6 mois et de 6 mois à 12 mois. Le solde au 31/12/2009 se décompose comme suit :

Agences	Crédit souffrant brut	Provision	Crédit souffrant net
Dédokpo	2 420 696	1 476 181	944 515
Agbodjedo	9 029 288	5 599 674	3 429 614
Agblangandan	26 593 662	16 691 268	9 902 394
Ste Rita	9 342 550	4 820 411	4 522 139
Allada	2 420 449	1 098 453	1 321 996
Porto-Novo	5 697 375	1 886 110	3 811 265
Cocotomey	4 554 633	2 686 394	1 868 239
Total	60 058 653	34 258 491	25 800 162

Les dispositions de la loi PARMEC prévoient que le taux de risque sur le portefeuille doit être inférieur ou égal à 5%. L'analyse des caractéristiques de l'activité de ALIDé au cours de l'exercice 2009 dégage un taux de risque sur le portefeuille de 6,3%. Nous notons que ALIDé ne s'est pas conformée au taux de risque sur le portefeuille prévu dans le cadre de la détermination des ratios prudentiels.

Les contrôles effectués ont révélé ce qui suit :

- une absence de suivi de certains clients ;
- l'inexistence dans certains dossiers de crédit des procès-verbaux de visite à domicile et des procès-verbaux d'évaluation des biens mis en garantie ;
- l'octroi de crédit de montant supérieur à 500 000 FCFA sans souscription de police d'assurance décès par le bénéficiaire conformément au manuel de procédures de ALIDé ;
- l'exécution par un même agent des opérations de prêts et de recouvrement de crédits placés ;
- l'inexistence de pièces justifiant la prise effective de garantie au dossier alors que le formulaire de demande de crédit mentionne la prise de garantie ;
- l'inexistence dans certains dossiers des reçus de décaissement signés par les bénéficiaires de crédit ou des photocopies de chèques justifiant le décaissement ;
- l'absence de calcul de pénalité en cas de retard dans le remboursement des crédits ;

- une fréquence irrégulière de visite des clients ;
- certains contrats de prêts ne sont pas signés par leurs bénéficiaires ;
- la rencontre de certains clients de ALIDé a permis de constater que des remboursements de crédits, dans le cadre du recouvrement, se font directement dans les mains des agents de crédits contre décharge ; nous notons l'existence de risque d'utilisation (provisoire ou définitive) des fonds de l'institution à d'autres fins.

Les différentes faiblesses constatées et exposées dans notre rapport général de l'exercice 2008 n'ont pas été corrigées par ALIDé. Il s'agit notamment de :

- le caractère incertain des garanties offertes par les clients et acceptées par ALIDé en couverture du risque d'impayés de crédit ;
- de façon extra comptable, ALIDé cesse de calculer les intérêts de retard sur les crédits en souffrance.

Au titre de l'année 2009, la situation des décaissements (déblocage de crédits) de crédits et des recouvrements de crédits se présente comme ci-après par secteurs d'activité :

DECAISSEMENT ET RECOUVREMENT DES CREDITS PAR SECTEURS D'ACTIVITE (ANNEE 2009)

Agences	Agriculture		Artisanat		Commerce		Elevage		pêche		Transformation		Autres activités		Total Décaissement	Total Recouvrement
	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement	Décaissement	Recouvrement		
Dédokpo			275 000	499 866	337 520 000	331 148 421					70 000		44 520 000	41 712 800	382 315 000	373 431 087
Agbodjedo			510 000	13 285 786	236 715 000	195 955 598	330 000	519 030		11 000			4 390 000	2 874 419	241 945 000	212 645 833
Lokokoukoumè			730 000	5 346 780	239 061 000	267 182 408					35 900			2 138 426	239 791 000	274 703 514
Ste Rita				11 284	173 154 000	201 500 048					559 156			28 224	173 154 000	202 098 712
Allada	3 920 000	15 316 500			163 020 000	163 372 680	800 000	905 800			3 380 000	5 408 009			171 120 000	185 002 989
Porto Novo	22 555 000	37 873 420	97 610 000	19 041 453	160 145 000	157 119 912		14 591 678	300 0000	1 236 980	19 065 000	21 046 965	2 575 000	11 950 746	302 250 000	262 861 154
Cocotomey			60 000	51 523	201 300 000	118 698 339							1 000 000	258 600	202 360 000	119 008 462
Calavi					36 400 000	7 209 500									36 400 000	7 209 500
TOTAUX	26 475 000	53 189 920	99 185 000	38 236 692	1 547 315 000	1 442 186 906	1 130 000	16 016 508	300 000	1 247 980	22 445 000	27 120 030	52 485 000	58 963 215	1 749 335 000	1 636 961 251

3.1.3- Opérations diverses Actif

18 646 842

Ce poste comprend les débiteurs divers et les comptes de régularisation.

3.1.3.1- Débiteurs divers

5 370 672

Le montant des opérations diverses comprend :

Débiteurs, fournisseurs de biens	3 350 000
Débiteurs, fournisseurs de services	680 000
Opérations avec bailleurs	0
Opérations avec autres unités	838 665
Autres crédits en souffrance	502 007
	5 370 672

3.1.3.1- Compte de régularisation actif

13 276 170

Le compte de régularisation actif s'analyse comme suit :

Charges constatées d'avance	9 768 998
Produits à recevoir	3 507 172
	13 276 170

Les diligences mises en œuvre n'ont révélé aucune anomalie significative. Toutefois, nous n'avons pu obtenir aucun document quant à la répartition de certaines charges globales entre les différentes agences. Nous n'avons donc aucune connaissance des clefs de répartitions utilisées.

3.1.4- Immobilisations

190 167 400

La valeur comptable nette des immobilisations au 31/12/2009 s'élève à un montant F CFA 190.167.400 et s'analyse comme suit :

Dépôts et cautionnements	2 695 600
Immobilisations incorporelles	1 014 831
Immobilisations corporelles	186 456 969
	190 167 400

3.1.4.1- Dépôts et cautionnements

2 695 600

Cette rubrique regroupe les diverses cautions versées par ALIDé pour :

Bureau Central	802 500
Agence A	300 000
Agence B	300 000
Agence C	780 000
Agence D	247 500
Agence E	0
Agence F	165 600
Agence G	100 000
Agence H	0
	2 695 600

Les contrôles effectués n'ont révélé aucune anomalie significative.

3.1.4.2- Immobilisations incorporelles**1 014 831**

Les immobilisations incorporelles ont une valeur nette de 1.014.831 au 31/12/2009 et comportent :

Logiciel	16 020 753
Autres valeurs immobilisées	188 000
Amortissement	- 15 193 922
	1 014 831

3.1.4.3- Immobilisations corporelles**186 456 969**

Le montant se détaille comme suit au 31/12/2009 :

Eléments	Valeurs brutes au 31/12/2009	Amortissements au 31/12/2009	VCN au 31/12/2009
Terrains	18 652 860		18 652 860
Aménagements de bureaux	102 980 187	1 263 224	101 716 963
Autres immobilisations corporelles	101 378 371	35 291 225	66 087 146
TOTAUX	223 011 418	36 554 449	186 456 969

3.2- PASSIF

3.2.1 Opérations avec les institutions financières et assimilées **511 338 242**

Cette rubrique regroupe les emprunts (y compris les dettes rattachées à ces emprunts) et les ressources affectées.

Le solde des opérations réalisées s'élève à un montant global de FCFA 511 338 242 au 31/12/2009 et se détaille comme suit:

Emprunts à moins d'un an	82 449 110
Emprunts à terme	325 399 015
Ressources affectées CGGC	103 490 117
	511 338 242

Les contrôles effectués sur ces comptes n'ont révélé aucune anomalie significative.

3.2.2- Opérations avec les membres ou bénéficiaires **481 578 530**

Cette rubrique regroupe l'épargne et les fonds de garantie collectés auprès des membres ou bénéficiaires. Le solde au 31/12/2009 se détaille comme suit :

	Dépôts à vue	Autres dépôts	Total
Agence A	121 338 758	0	121 338 758
Agence B	72 773 704	100 476	72 874 180
Agence C	73 565 807	160 771	73 726 578
Agence D	73 585 655	0	73 585 655
Agence E	36 823 790	0	36 823 790
Agence F	64 160 131	0	64 160 131
Agence G	35 051 323	0	35 051 323
Agence H	4 018 115	0	4 018 115
Total	481 317 283	261 247	481 578 530

Les contrôles effectués sur ces comptes n'ont révélé aucune anomalie significative.

3.2.3- Opérations diverses Passif

22 743 284

Ce poste s'analyse comme suit au 31/12/2009 :

Créditeurs divers	15 017 795
Charges à payer	7 725 489
	<hr/>
	22 743 284

Les diligences mises en œuvre nous ont permis de constater quelques irrégularités :

- Les acomptes d'impôts BIC (AIB) ne sont pas systématiquement prélevés sur les prestations consommées par ALIDé, et déclarés au fisc. Cela constitue une infraction aux dispositions du Code Général des Impôts (CGI) et expose ALIDé aux rigueurs de la loi.
- Conformément aux dispositions de l'article 50 du CGI, la base imposable à l'IPTS inclut, entre autres, les avantages professionnels en argent ou en nature et indemnités de toute sorte, y compris les indemnités de transport. Nous avons pu noter qu'il est alloué systématiquement à tous les agents en service à ALIDé des tickets-valeur en lieu et place des indemnités de transport. La base imposable de l'IPTS déclaré par ALIDé est minorée de ces avantages professionnels. Par conséquent, il existe un risque de redressement fiscal.

3.2.4- Provisions, fonds propres et assimilés

408 555 917

Au 31/12/2009, les fonds propres et assimilés de ALIDé figurent sur la situation patrimoniale pour un montant F CFA 408 555 917 et comprennent :

Provisions du passif	11 009 242
Subventions d'investissement	70 342 152
Report à nouveau	0
Réserves facultatives	112 497 906
Réserve générale	25 718 852
Fonds de dotation	171 238 817
Excédent	17 748 948
	<hr/>
	408 555 917

- Les provisions du passif sont constituées de provisions pour risques liés aux fluctuations de change (appréciation du cours du dollar américain) par rapport au prêt KIVA au 31/12/2009. Les provisions constituées reflètent le risque encourus au 31/12/2009 ;
- Les subventions d'investissement reflètent la part non amortie des subventions reçues par ALIDé et qui sont destinées à couvrir toute ou partie des acquisitions d'immobilisations. Le solde des subventions d'investissement qui figurent sur la situation patrimoniale comprend :
 - les subventions des exercices antérieurs : 55 107 294
 - les subventions de l'exercice cours : 15 234 858

Les contrôles effectués n'ont révélé aucune anomalie significative.

- La réserve générale est une réserve exigée par la loi PARMEC. Elle est alimentée par un prélèvement annuel de 15% sur les excédents nets avant ristourne de chaque exercice après imputation éventuelle de tout report nouveau déficitaire. Le montant de la réserve générale au 31/12/2009 s'élève à F CFA 25 718 852. Nos contrôles n'ont révélé aucune anomalie significative.
- Les fonds de dotation correspondent à tout fonds mis à la disposition de ALIDé et ayant la nature de capitaux propres. Le solde des fonds propres qui figurent sur la situation patrimoniale comprend :
 - les fonds propres des exercices antérieurs : 166 658 567
 - les fonds propres de l'exercice cours : 4 580 250

23

4. ANALYSE DES COMPTES DE L'ETAT DE FORMATION DU RESULTAT

4.1- Activités d'exploitation

4.1.1- Comptes de produits d'exploitation

Ils se détaillent comme suit :

Intérêts sur crédits à court terme	198 795 559	
Intérêts sur crédits à moyen et long terme	18 226 469	
Autres intérêts	99 987	
Commissions	29 071 660	
Produits divers	9 260 874	
Subventions d'exploitation	93 156 278	
Reprises sur provisions	25 877 136	
	374 487 963	

4.1.2- Comptes de charges d'exploitation

Ils se détaillent comme suit :

Intérêts sur emprunts	26 099 312
Commissions	0
Achats et services extérieurs	56 992 753
Autres services extérieurs	64 757 534
Impôts et taxes	4 386 891
Charges du personnel	89 628 946
Autres charges	70 643 489
Dotations aux amort. et provisions	64 232 773
	376 741 698

Les contrôles effectués n'ont révélé aucune anomalie du point de vue comptable. Toutefois nous avons remarqué que:

- Le personnel de ALIDé bénéficie d'avantages professionnels mensuels (tickets-valeur) qui ne sont pas pris en compte dans la base imposable à l'IPTS (ces tickets valeurs qui constituent des avantages en nature octroyés au personnel ne sont pas pris en compte lors de la détermination de la base imposable à l'IPTS des salariés bénéficiaires ; il en est de même pour les cartes de recharge téléphoniques).

4.2- Activités exceptionnelles

4.2.1- Comptes de produits exceptionnels

Ils regroupent:

Quote-part de subventions virées au compte résultat	20 994 463
Autres produits exceptionnels	2 585 098
	<hr/>
	23 579 561

4.2.2- Comptes de charges exceptionnelles

Au 31/12/2009 les charges exceptionnelles s'élèvent à un montant F CFA 3 576 878.

Les diligences mises en œuvre à l'occasion du contrôle des comptes de gestion n'ont révélé aucune anomalie significative.